IX.

Un seul pont, celui de la Guillotière, établissait une communication facile entre la ville et la rive droite du Rhône. Des barques et des bacs sur différents points transportaient des passagers, mais l'incommodité de ce moyen ne devait pas permettre l'émigration d'une nombreuse population. Les terrains situés en amont du pont étaient donc très-peu habités, et se voyaient hantés par des gens dangereux qui y trouvaient un refuge. Une ordonnance rendue le 19 septembre 1749 par M. de Rochebaron, commandant, *défend aux vagabonds, mendiants et gens sans aveu, de se retirer dans les maisons de la Part-Dieu, la Tête-d'Or et dépendances.*

A l'occasion de l'intervention de la police de Lyon sur la rive droite du Rhône, je dirai que ce droit a été contesté par la province du Dauphiné, jusqu'à l'époque de la Révolution, qui changea sans appel les limites territoriales intérieures de la France. Les parties ont continuellement cité, en faveur de leurs prétentions respectives, des arrêts du conseil d'État du roi, et trouvé des nullités dans ceux qui leur étaient contraires. Enfin, le 28 décembre 1788, le procès n'avait pas encore été complètement vidé : « Revol, avocat, fit un rapport très-savant dans la « deuxième assemblée des États du Dauphiné tenue à Romans, « pour prouver que la Guillotière et la moitié du pont du Rhône « faisaient autrefois partie des domaines relevant des comtes de « Savoie, et par conséquent appartenaient au Dauphiné. Après « cette lecture, les trois ordres décidèrent que les procureurs « syndics interviendraient pour déclarer que ce bourg faisait « partie du Dauphiné et devait jouir de tous les droits de cette « province. » — *Éphémérides dauphinoises*, par Honoré Pallias. — Les habitants de la Guillotière, dans cette querelle, se rangèrent du côté des prétentions dauphinoises. Le récit de ces longs débats ne serait pas indigne d'intérêt, et l'historien qui s'en chargerait mériterait la sympathie des hommes curieux d'étudier nos vieilles annales.